

Questions orales

M. Nystrom: Monsieur le Président, je suis heureux de voir que le vice-premier ministre n'est pas opposé à cette idée. J'espère que nous réussirons maintenant à convaincre le président du comité.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL RÉGIONAL—
LE RETARD DU DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le rapport annuel du Programme de développement industriel et régional était censé être déposé à la Chambre le 1^{er} juin. Nous sommes aujourd'hui le 11. Pourquoi ce rapport annuel qui présente en détail les montants dépensés et les dates où les fonds sont engagés à l'égard des programmes du MEIR, se fait-il attendre? Est-ce encore une façon d'essayer de dissimuler ce qui se passe dans ce ministère?

M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le rapport annuel va être déposé sous peu.

Des voix: Quand?

M. Forrestall: Très bientôt. Si le député ou d'autres membres de son parti prenaient la peine d'assister aux réunions du MEIR de temps à autre, comme le font les députés de l'opposition officielle, ils sauraient que des responsables du ministère sont présents, comme ils le seront cet après-midi, et répondent en détail aux questions des députés.

ON DEMANDE LE DÉPÔT DE LA LISTE DES PROJETS APPROUVÉS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ce ministère a dépassé son budget de près de 100 millions de dollars alors que la nouvelle année financière a débuté il y a à peine deux mois. Cette situation est sans précédent au gouvernement. La plupart des ministres seraient mis à pied immédiatement par un premier ministre.

Le vice-premier ministre peut-il s'engager devant la Chambre à rendre public et à déposer une liste de tous les projets approuvés par le ministère au cours des dix-huit derniers mois? Va-t-il faire cette promesse aux députés et aux Canadiens, de sorte que nous puissions connaître le fin de l'histoire dans cette importante affaire?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, on a déjà posé une question semblable au ministre compétent qui y a répondu.

* * *

L'ADMINISTRATION

LA RÉNOVATION DU BUREAU D'UN FONCTIONNAIRE ET
L'AMÉNAGEMENT D'UNE CUISINE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre à propos du tout dernier épisode de la saga des riches et des célébrités.

Au cours du dernier épisode des redécourateurs, Son Excellence l'ambassadeur extraordinaire, M. Fred Doucet, a dépensé 35 150,37 \$ de l'argent des contribuables pour faire rénover son bureau et y faire aménager une cuisine.

Le vice-premier ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi Freddy «le rapide» a besoin d'une cuisine de 35 000 \$ pour se préparer des hamburgers à midi? Pourrait-il expliquer aux Canadiens pourquoi une telle extravagance est nécessaire?

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le monsieur en question occupe un poste stratégique au sein du gouvernement. Il participe à des conversations ultra secrètes au nom du gouvernement.

● (1430)

Des voix: Oh, oh!

M. McInnes: Il était nécessaire de rénover son bureau pour des raisons de sécurité.

M. Boudria: La plupart des Canadiens n'ont jamais vu de cuisine de 35 000 \$, surtout dans leur bureau.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR CERTAINES DÉPENSES
EFFECTUÉES POUR LA RÉNOVATION D'UN BUREAU

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'aimerais demander pourquoi l'ami du premier ministre, M. Fred Doucet, a dû dépenser 35 000 \$ pour rénover son bureau et construire une cuisine.

Le vice-premier ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi il tolère ce genre de dépenses, étant donné particulièrement que 70 p. 100 des Canadiens, dans un récent sondage, ont indiqué qu'ils en avaient assez du genre de vie que mènent le Cabinet et le premier ministre? De plus, peut-il nous dire qui a autorisé ce genre de dépenses et quelles mesures punitives seront imposées étant donné les circonstances?

[Traduction]

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, l'opposition peut bien prendre à la légère l'importance des Sommets pour le Canada mais étant donné que trois sommets se tiendront dans notre pays l'année prochaine, nous jugeons la participation de M. Doucet très importante. Il faut absolument qu'il ait suffisamment de sécurité et qu'il se trouve dans un cadre qui lui permette de bien s'acquitter de ses fonctions.

* * *

LES PORTS

L'ENTRETIEN DES PORTS POUR PETITES EMBARICATIONS À
TERRE-NEUVE

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. La semaine dernière, lorsque j'ai posé une question à propos de la proposition au Cabinet concernant les ports pour petites embarcations du ministre des Pêches et des Océans, le ministre des Transports a répondu que la question avait été réglée de façon très satisfaisante. En fait, le Conseil du Trésor n'en a pas encore été saisi; aussi personne, surtout pas le ministre des Transports, ne sait quels seront les chiffres définitifs.